



L'effet Von der Leyen : de la visibilité à la responsabilité ?

L'Union européenne entre dans une année électorale. Alors que l'Europe se prépare aux élections du Parlement européen de 2024, qui se tiendront du 6 au 9 juin 2024, les discussions sur les tensions mondiales, les préoccupations climatiques et l'atonie de la croissance économique dominent le discours public. Comme bon nombre de leurs homologues internationaux, les électeurs européens sont profondément divisés sur la manière de relever ces défis. Cette atmosphère de polarisation est susceptible d'influencer les décisions de vote et de remodeler la composition du Parlement européen. En effet, des projections récentes sur les résultats des élections du Parlement européen suggèrent des gains substantiels pour les groupes de partis de la droite radicale.

Le résultat des élections au Parlement européen aura une incidence importante sur la sélection du président de la Commission, figure de proue de l'UE. Compte tenu du glissement prévu vers la droite, une composition politique différente du Parlement européen (PE) soulève également des inquiétudes quant à l'avenir d'initiatives européennes clés, telles que le Green Deal, la réponse à la situation en Ukraine et les futurs efforts d'élargissement. Il est déjà assez difficile d'élaborer des solutions politiques efficaces pour relever les défis persistants de l'UE, et il devient de plus en plus difficile d'obtenir un mandat populaire pour de telles politiques, comme en témoignent les manifestations impliquant des tracteurs dans les rues d'Europe. Il est extrêmement difficile de surmonter les désaccords populaires et d'éviter les blocages au sein des institutions de l'UE et entre elles. Dans ce contexte, le choix du prochain président de la Commission est d'une grande importance. Le président de la Commission européenne est l'un des courtiers en puissance de l'UE, si ce n'est le principal, et est chargé de façonner le leadership quotidien à Bruxelles.

Ursula von der Leyen est à la tête de la Commission européenne depuis cinq ans. D'abord controversée parce que sa candidature à la présidence de la Commission ne faisait pas partie des «candidats principaux» en vue des élections de 2019, elle a néanmoins été désignée par les chefs d'État et élue par le Parlement européen grâce au succès de son groupe politique, qui a remporté le plus grand nombre de sièges. Au cours de son mandat, elle est parvenue à rehausser le profil du président de la Commission européenne sur la scène internationale. Cela est dû en partie à son habileté à coordonner les réponses de l'Europe à des défis majeurs, tels que l'achat des vaccins COVID-19 et l'aide de l'UE à l'Ukraine, ainsi qu'à la gestion rigoureuse de son équipe et de ses stratégies de communication.

Mais comment les citoyens européens perçoivent-ils leur présidente de la Commission ? Ursula von der Leyen a-t-elle également amélioré le profil et la visibilité de la Commission auprès des citoyens européens ? Comment les Européens évaluent-ils son leadership ? Enfin, comment ces opinions diffèrent-elles selon les groupes d'âge et les tendances politiques des citoyens ? Les pages qui suivent visent à apporter des réponses à ces questions importantes.

Sur base d'une enquête menée en décembre 2023 auprès de plus de 13000 citoyens de l'UE, les connaissances des répondants sur l'actuelle présidente de la Commission européenne et son bilan politique ont été examinées, les qualités souhaitées chez le ou la prochaine présidente de la Commission et les intentions des électeurs. Les conclusions suivantes sont fondées sur trois ensembles de données : le premier est basé sur un échantillon de l'opinion publique de l'UE27 ; le deuxième examine de plus près les répondants de sept États membres (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Pays-Bas et Pologne) ; et le troisième ensemble de résultats répartit les chiffres par groupes d'âge et par position des répondants sur l'échiquier politique gauche-droite.



[Link to full study \(EN\)](#)

Une grande visibilité ne signifie pas automatiquement une connaissance approfondie des politiques concrètes

Les résultats suggèrent que, contrairement aux précédents présidents, une grande majorité d'Européens (75 %) peut correctement identifier Ursula Von der Leyen en tant que présidente de la Commission. Notamment, la reconnaissance de son nom est la plus élevée en Pologne, parmi les groupes d'âge plus élevés et ceux qui s'identifient comme étant plus à droite. Toutefois, bien qu'une nette majorité d'Européens connaisse l'actuelle présidente de la Commission, moins d'un tiers des personnes interrogées dans l'UE27 estiment avoir des connaissances suffisantes pour évaluer sa performance. Bien que les réponses politiques européennes à la pandémie et à la guerre en Ukraine aient été dans une large mesure coordonnées par la Commission européenne et que cela semble avoir accru la notoriété de la présidente par rapport à ses prédécesseurs, cela ne s'est pas nécessairement traduit par une connaissance concrète de l'élaboration des politiques de l'UE.

A la minorité ayant déclaré avoir suffisamment de connaissances pour évaluer la performance de la présidente Von der Leyen, deux questions complémentaires ont été posées. La première leur demandait d'évaluer sa performance sur une échelle de 1 à 10, et la seconde de citer sa réalisation politique la plus remarquable.

Au sein de l'UE27, la note moyenne est de 6 sur 10. Les répondants belges évaluent la performance de la Présidente Von der Leyen de la manière la plus positive (6,6), suivis par les répondants espagnols, français et néerlandais (6,5), tandis que les répondants allemands évaluent sa performance de la manière la plus négative (5,5). En ce qui concerne les différences d'âge, les répondants les plus jeunes de l'UE ont tendance à évaluer la performance de la Présidente Von der Leyen de la manière la plus positive. En outre, nos résultats suggèrent que les actions de la présidente Von der Leyen ont davantage trouvé un écho auprès des répondants de gauche qu'auprès de ceux de droite. Les répondants de l'ensemble du spectre politique s'accordent largement à dire que la coordination de la réponse à la guerre en Ukraine a été sa plus grande réussite.

Qu'est-ce qu'un président de Commission idéal ?

En outre, les personnes interrogées ont été invitées à indiquer l'importance qu'elles accordaient aux caractéristiques suivantes du président de la Commission européenne : a) se préoccuper de « monsieur madame

tout le monde » ; b) avoir l'expérience adéquate ; c) se concentrer sur des solutions pratiques ; d) être capable d'unir l'Europe ; et/ou e) agir en tant que gestionnaire de crise. Dans l'ensemble de l'UE27, la part la plus importante (61 %) estime qu'un président de la Commission idéal se concentre sur des solutions pratiques, suivi par le fait d'agir en tant que gestionnaire de crise (59 %) et d'avoir la bonne expérience (57 %).

L'esprit partisan et l'élaboration de la politique de l'UE l'emportent sur la sélection du président de la Commission

Enfin, les intentions de vote et les principales raisons qui influencent la décision de vote des citoyens européens ont été recueillies. Au total, 60 % des répondants européens ont indiqué début décembre 2023 qu'ils prévoyaient de voter lors des prochaines élections, tandis que 25 % étaient indécis et 15 % avaient déjà décidé de ne pas voter. Il est intéressant de noter que les répondants s'identifiant comme étant d'extrême droite sont, en moyenne, moins susceptibles de voter (53 %) que les répondants ayant d'autres tendances politiques. Cette constatation est intrigante si l'on considère que les partis d'extrême droite devraient obtenir de bons résultats aux élections de 2024.

Bien qu'une majorité de répondants indiquent leur intention de voter aux élections européennes de 2024, influencer la sélection du prochain président de la Commission ne semble pas être leur motivation première. Seuls 38 % des répondants européens citent ce facteur de motivation dans leur décision de voter ; davantage de répondants voteront lors des prochaines élections parce qu'ils désirent soutenir leur parti préféré (51 %) ou souhaitent avoir leur mot à dire sur l'orientation politique de l'UE (45 %). Il n'y a qu'en Italie que le fait de pouvoir influencer le choix du prochain président de la Commission est considéré comme la principale raison de voter (54 %). Parmi les répondants européens qui s'identifient à l'extrême droite, l'une des principales motivations pour voter aux élections de 2024 est d'exprimer sa désapprobation à l'égard de la politique actuelle (55 %).

La pertinence des mandats politiques dans une démocratie électorale

En résumé, nos résultats soulignent l'existence d'un « effet Von der Leyen ». Contrairement aux précédents présidents de la Commission européenne, qui sont restés largement inconnus du public européen, une majorité

significative d'Européens savent aujourd'hui qu'Ursula von der Leyen occupe ce poste. Il s'agit là d'un résultat remarquable si l'on considère que la couverture médiatique est fortement ancrée dans la politique nationale des États membres. Toutefois, si la présidente Von der Leyen a jeté les bases d'un leadership plus visible au sein de l'UE, le lien entre la fonction exécutive et un mandat politique clair reste faible.

Ceci est important car les élections démocratiques sont censées établir un lien électoral entre les électeurs et leurs dirigeants. Elles devraient permettre aux électeurs de mandater les dirigeants européens sur l'élaboration des politiques et leur permettre d'évaluer les performances de leurs dirigeants en leur demandant de rendre des comptes après un mandat. Pour que ce lien électoral soit efficace, les électeurs doivent non seulement connaître leurs dirigeants, mais aussi être capables d'évaluer leur bilan politique. Comme l'indique ce rapport, ces conditions préalables au bon fonctionnement des élections démocratiques ne sont que partiellement remplies au niveau de l'UE.

En quoi cela est-il important ? Parce que cela rend les dirigeants européens vulnérables. Nous l'avons constaté lors des manifestations d'agriculteurs contre le Green Deal européen. La présidente Von der Leyen et ses commissaires ont dû répondre rapidement aux demandes des agriculteurs étant donné qu'elle n'avait pas reçu de mandat politique clair de la part des électeurs européens pour le Green Deal lors des élections de 2019. Elle n'a pas pu réfuter les demandes des agriculteurs en citant le soutien des citoyens aux actions de la Commission découlant des élections. Cela signifie que des intérêts spécifiques peuvent exercer une influence significative sur l'élaboration des politiques de l'UE lorsqu'ils expriment leurs préoccupations suffisamment fort.

Que peut-on faire pour renforcer le lien électoral lors des élections au Parlement européen ? L'une des principales approches consiste à permettre une concurrence plus ouverte pour la principale fonction exécutive : le président de la Commission. Deux options sont possibles pour y parvenir : soit renforcer l'élection indirecte du président de la Commission par le Parlement européen, soit permettre l'élection directe du président de la Commission par les citoyens européens.

Un renforcement de l'élection du président de la Commission par le Parlement européen consisterait à permettre au Parlement européen d'élire directement le président de la Commission immédiatement après une élection du Parlement européen, sans attendre que le Conseil européen propose d'abord un candidat. Cela

éliminerait la capacité des gouvernements de l'UE à conclure des accords en coulisses pour déterminer la direction de l'exécutif. Un autre modèle pourrait être l'élection directe du président de la Commission. Il s'agirait d'un processus à deux tours, le premier ayant lieu en même temps que l'élection du Parlement européen, suivi d'un second tour deux semaines plus tard.

Dans les deux cas, les candidats devraient faire campagne dans toute l'UE, présenter leurs objectifs et leurs projets, de préférence en plusieurs langues, et seraient ensuite élus par les citoyens européens.

Bien entendu, aucune réforme institutionnelle, aussi bien conçue soit-elle, ne créera instantanément un mandat pour l'élaboration et la conduite des politiques européennes. Néanmoins, le propos ici est de souligner l'importance de réévaluer en profondeur le cadre institutionnel de l'UE et le rôle de l'exécutif au sein de ce cadre. Plutôt que d'attendre l'émergence de la prochaine crise et d'accepter à la hâte des accords de dernière minute, il faudrait concevoir et approuver dès à présent des réformes de manière proactive, en particulier avec la perspective de l'élargissement qui se profile à l'horizon.

AUTHORS

Catherine E. De Vries

Generali Endowed Chair in European Policies and Professor of Political Science, Bocconi University, Milan
Member of the Management Council, IEP@Bocconi

Isabell Hoffmann

Senior Expert and Project Lead eupinions,
Bertelsmann Stiftung, Berlin

Simon Hix

Stein Rokkan Chair in Comparative Politics,
European University Institute, Florence
Non-Resident Fellow, IEP@Bocconi

Visit us at eupinions.eu | X [@eupinions](https://twitter.com/eupinions) | [Subscribe](#)



Remarque :

Ce document est une version abrégée d'une analyse plus détaillée, disponible en anglais sur le site eupinions.eu. Il ne présente que les principaux résultats. Pour une analyse plus approfondie des résultats, y compris des illustrations graphiques, veuillez-vous référer à l'étude originale d'eupinions sur notre site web eupinions.eu intitulée « The Von der Leyen Effect: Does visibility lead to accountability? »